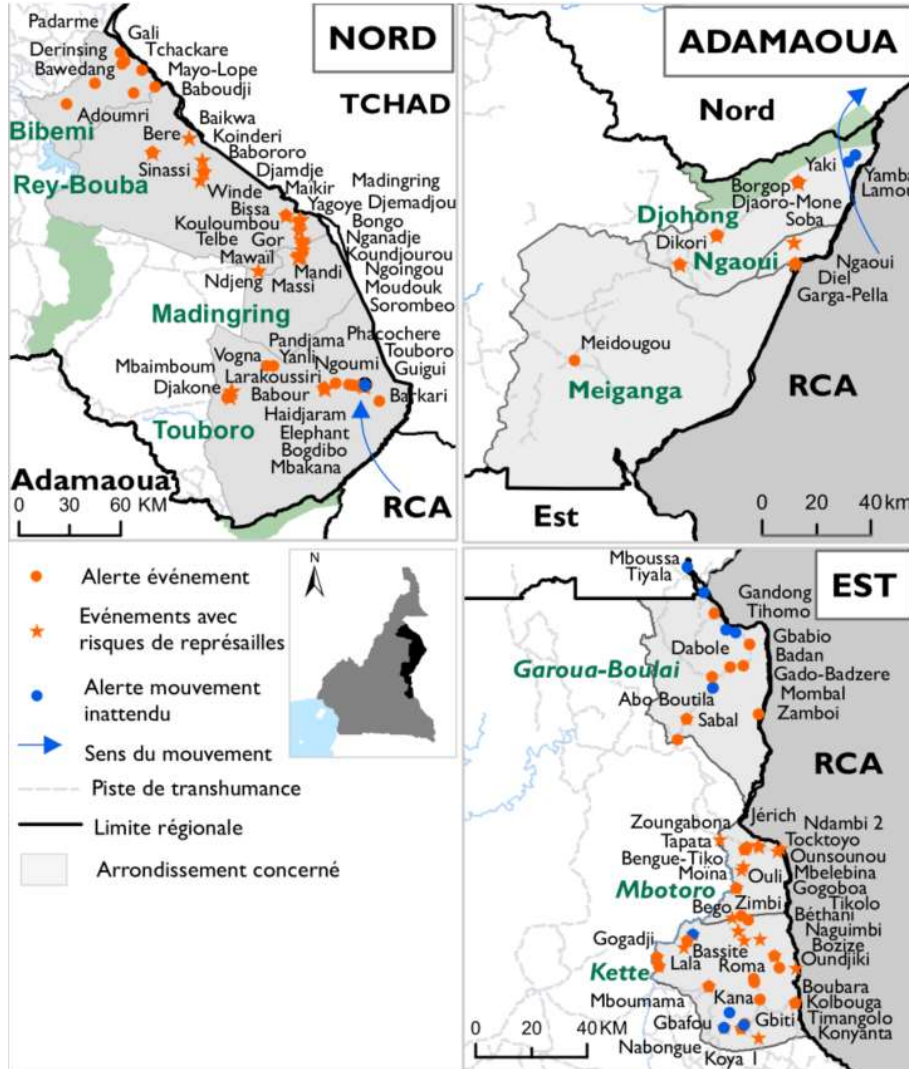


370
ALERTES

335 alertes événements
35 alertes prévention
(mouvements inattendus ou massifs)



Note: Cette carte n'est fournie qu'à titre d'illustration. Les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des noms géographiques sur cette carte peuvent comporter des erreurs et n'impliquent ni jugement sur le statut légal d'un territoire, ni reconnaissance ou acceptation officielles de ces frontières de la part de l'OIM. Les coordonnées géographiques ont été collectées durant les évaluations sur le terrain.

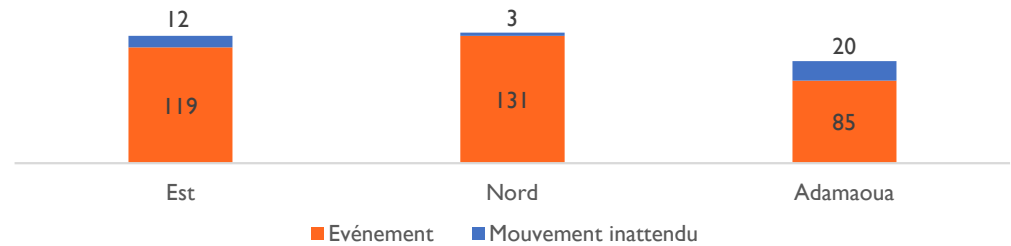
Les conflits agro-pastoraux liés à la transhumance, pratique ancestrale au Cameroun et dans la sous-région, et à l'utilisation des ressources naturelles, qui sont de plus en plus rares, sont devenus une cause d'insécurité majeure aux frontières avec le Tchad et la République centrafricaine.

L'outil de suivi des mouvements de transhumance (*Transhumance Tracking Tool - TTT*) mis en place depuis Août 2020 dans les régions de l'Est, de l'Adamaoua et du Nord, permet de comprendre les dynamiques liées à la transhumance transfrontalière avec le Tchad et la République Centrafricaine. Le TTT combine trois composantes : l'alerte, la cartographie et le comptage.

Le système d'alerte a pour objectif de recenser les mouvements inattendus de bétail et conflits ou catastrophes naturelles liés à l'utilisation des ressources naturelles et aux pratiques agro-pastorales dans la région, de comprendre les modes de résolution de conflits existants et d'informer les autorités compétentes, dans l'objectif de réduire les tensions dans les trois régions d'intervention. Ce système permet de recenser les alertes liées à un **événement conflictuel ou un désastre (alerte événement)** ou à un **mouvement massif ou inattendu de bétail (alerte prévention)** qui pourrait provoquer un conflit. Ce rapport détaille les données de l'outil d'alerte pendant les mois de juin et juillet 2021.

ALERTES

RÉPARTITION DES ALERTES PAR RÉGION



Entre le 1^{er} juin et le 31 juillet 2021, 370 alertes ont été reçues, dont 91 pour cent d'alertes événements et 9 pour cent d'alertes prévention.

Sur les 335 événements conflictuels, 116 n'ont pas été résolus et 157 présentent encore des risques de représailles dans tous les dix arrondissements cibles du projet.

En période de transhumance, 35 mouvements dont 19 massifs, comptabilisant **14 772 bêtes accompagnées de 341 personnes** ont été recensées risquant de provoquer des conflits agro-pastoraux. Ils se composent de **18 mouvements de transhumance nationale**, notamment dans les régions de l'Adamaoua (Arrondissement de Meiganga) et de l'Est (Arrondissement de Garoua-Boulai), **18 mouvements de transhumance transnationale** de la RCA et du Tchad vers le Cameroun ; du Cameroun et du Tchad vers la RCA ; de la RCA vers le Tchad ; et du Nigeria, du Tchad et du Soudan vers le Congo Brazzaville .

RISQUES

- 186 Événements non résolus
- 157 Événements présentant des risques de représailles
- 17 Événements ayant causé des blessés ou morts
- 12 Événements ayant entraîné des déplacements
- 35 Mouvements inattendus risquant de provoquer un conflit

Les alertes événements reçues sont en très grande majorité des cas de conflit agro-pastoral (92%) survenus en raison des dégâts des champs provoqués par le bétail (dans 94% des conflits), l'inaccessibilité (25%) ou la non-utilisation (7%) des pistes de transhumance, les conflits autour de l'exploitation des ressources naturelles (7%) ou le passage précoce ou tardif des groupes pastoraux (5%). Des vols de bétails (10 au total) ont été observés notamment dans la région du Nord. Ces conflits impliquent en grande majorité les éleveurs et agriculteurs Camerounais, mais aussi les bergers et les groupes pastoraux en transhumance transnationale, notamment de nationalités Centrafricaine et Tchadienne. Le manque de balisage des pistes et le manque d'espace de pâture ou leur utilisation à des fins agricoles provoquent toujours la sortie des troupeaux et les destructions agricoles. Cent cinquante-sept événements pourraient encore présenter des risques de représailles et des actions de mitigation comme le dialogue communautaire (85%), la restauration des espaces pastoraux (41%) ou l'appui au développement d'activités génératrices de revenu (AGR, 30%), la réhabilitation d'infrastructures (20%), la plantation de culture fourragère (11%), ou un meilleur balisage des routes de transhumance (11%) permettraient d'y mettre un terme. Sur les 116 conflits résolus, 16 ont impliqué l'intervention d'un comité de gestion des conflits au niveau village, soit 14 pour cent contre 28 pour cent le mois précédent.

Des mouvements massifs ou inattendus ont été observés entre le Cameroun, la République centrafricaine, le Tchad, le Nigeria, le Soudan et le Congo. Tous ces mouvements présentent le risque de provoquer des conflits agro-pastoraux, d'exacerber les tensions entre communautés (11%) ou de provoquer des attaques armées. Par ailleurs, ces mouvements risquent de provoquer des destructions de cultures et d'exposer les éleveurs aux vols de bétail dans les régions de passage.

PREVENTION – MOUVEMENTS IMPORTANTS OU INATTENDUS

341 personnes

14 772 animaux

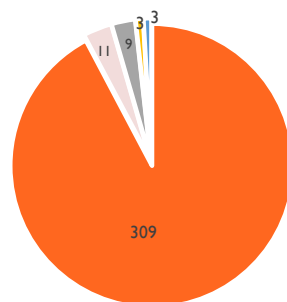
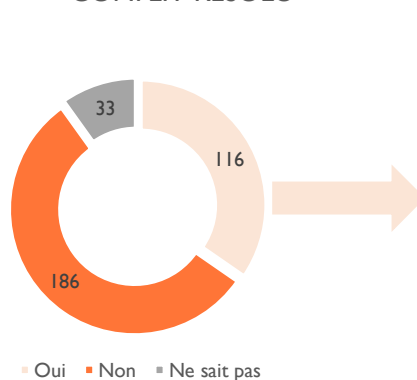
35 mouvements
A l'intérieur du Cameroun, entre le Tchad, la RCA, le Nigeria, le Congo, le Soudan et le Cameroun

8 de moins de 100 bêtes
23 de 100 bêtes et +
4 de 1000 bêtes et +

Principaux risques potentiels :
Conflits agro-pastoraux
Dégâts des cultures
Vol de bétails
Attaques armées
Tensions intercommunautaires

ÉVÉNEMENT – CONFLIT ou ATTAQUE
TYPE D'ÉVÉNEMENT

- Conflit agro-pastoral
- Autre type de conflit
- Attaque armée
- Tensions intercommunautaires
- Désastre naturel


CONFLIT RÉSOLU

CONSÉQUENCES

Destruction des cultures/fourage/intrants	280
Pertes en vies humaines ou des blessés	17
Perte ou destruction de bétails	16
Déplacement des populations	12
Destruction des habitats	6
Perte ou destruction des autres structures agricole (puits, etc)	4
Destruction des outils agricoles	3

ACTEURS IMPLIQUÉS

Agriculteurs	90%
Éleveurs Camerounais	69%
Bergers	39%
Groupes pastoraux en transhumance	31%
Réfugiés	5%
Groupes armés non étatiques	4%
Riverains	2%
Autorités traditionnelles	2%
Forces de maintien de l'ordre	1%
Autorités nationales et/ou locales	<1%
Forestiers	<1%

MODE DE RÉOLUTION

Résolution à l'amiable	54%
Leaders communautaires ou chefs coutumiers	27%
Comité de gestion	14%
Autorités locales	3%
Commission consultative de gestion des conflits (Gérer par le Sous-Préfet)	3%

ACTIONS DE MITIGATION POSSIBLES

Dialogue entre les acteurs impliqués	134
Restauration des espaces pastoraux	65
Appui au développement d'AGR	47
Réhabilitation des infrastructures	31
Autre(s)	20
Plantation de culture fourragère	18
Balisage des routes de transhumance	18
Installation d'un point d'eau	5
Reboisement	1